11 mars 2009 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur le retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN et la Défense européenne, à Paris le 11 mars 2009.

Monsieur le Premier ministre, Cher François,
Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,
Monsieur le Secrétaire général de l'OTAN,
Monsieur le Secrétaire général, Haut Représentant de l'Union européenne,
Monsieur le Président de la Fondation pour la recherche stratégique,
Mesdames et Messieurs,

Je veux d'abord remercier Bruno RACINE, d'avoir pris l'initiative de ce colloque. Parce qu'il est étonnant, que l'on soit partisan de l'OTAN, que l'on soit adversaire ou réservé, il y a une chose que l'on devrait avoir en commun, c'est le souci d'éclairer l'opinion et d'en débattre. Qu'est-ce que sont ces responsables politiques qui affirmeraient des convictions, par ailleurs extrêmement légitimes, quelles qu'elles soient, sans débat ? Ce qui est illégitime, c'est de ne pas aller jusqu'au bout de sa logique et de ne pas informer les Français sur la réalité de l'OTAN et la réalité de la participation de la France au sein de l'OTAN. Cela, c'est un point qui doit éclairer tout le monde. Et ce que j'ai découvert avec le Premier ministre et avec le gouvernement, c'est qu'alors que nous sommes dans l'OTAN, car nous y sommes, il y a bien peu de personnes qui le savent.

Y-a-t-il donc des activités si secrètes qu'on doive s'abstenir d'expliquer aux Français ce que l'on y fait ? On a souvent parlé du mot « rupture », s'il y a bien une rupture, c'est celle de ce Gouvernement, dans la transparence des décisions qu'il assume. J'y reviendrai.

C'est un débat qui doit être mené et donc, Monsieur le Président, vous avez eu raison.

Et puis, vous nous réunissez dans l'amphithéâtre Foch, ce qui est tout un symbole : il fut le premier Commandant en chef des forces alliées européennes et américaines pendant la 1ère guerre mondiale. Le concept d'allié et d'ami ne date pas du début de mon quinquennat. Parfois j'ai le sentiment que c'est tout nouveau. Donc, vous m'avez facilité la tâche dans l'amphithéâtre Foch.

Bruno RACINE a bien présenté les conclusions de votre débat, avec la capacité de synthèse inégalable qui est la sienne et avec la courtoisie - il faut que je traduise - pour dire différence de sensibilités ou violence de confrontation des opinions.

En tant que Chef des armées et donc garant de la défense des intérêts vitaux et de la sécurité de la France, je porte la responsabilité des choix stratégiques de la Nation. Et je voudrais affirmer une première idée, c'est que notre réflexion stratégique ne peut pas rester figée dans un monde où les conditions de notre sécurité ont radicalement changé. Ce n'est insulter personne que de le dire, c'est appeler l'ensemble des responsables à réfléchir. Un concept stratégique n'est pertinent que s'il est adapté à la situation non pas que connaît notre pays, mais qu'il va connaître. Car, non seulement on ne doit pas avoir de retard dans la définition d'un concept stratégique, mais, de préférence, il faut avoir de l'avance.

J'ai souhaité il y a 18 mois, que s'engage un débat lucide, serein et transparent, associant nos responsables politiques et militaires, les parlementaires, les chercheurs. Cela a abouti à un nouveau « Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale », 14 ans après celui de 1994 - et il

nouveau « Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale » 14 ans après celui de 1994 et il faut rendre ici hommage à Edouard BALLADUR qui en avait alors pris l'initiative.
Il fallait remettre en cause nos certitudes et, plus difficile, nos habitudes. Car j'observe que nous avons des habitudes qui ne correspondent pas forcément à des certitudes et parfois des complaisances. Et, ce n'est pas tout de remettre en cause des certitudes. Ce sont les complaisances et les habitudes qu'il faut remettre en cause et c'est souvent ce qu'il y a de plus difficile en France.
La France n'est plus aujourd'hui menacée d'une invasion militaire, et cela peut-être pour la première fois dans son histoire.
D'autres menaces se sont substituées, elles sont liées à la mondialisation : terrorisme, prolifération, attaques contre les systèmes spatiaux et attaques de systèmes informatiques dont nos sociétés technologiques sont profondément dépendantes.
Les crises qui frappent le monde affectent nos valeurs, nos intérêts et la sécurité des Français. Les compétitions pour l'accès à l'eau, à l'énergie, aux matières premières, la dégradation de l'environnement, les pandémies, les migrations non maîtrisées, sont lourdes de conséquences pour notre sécurité.
Et demain, une surprise stratégique peut venir bouleverser littéralement les conditions de notre sécurité. La crise financière mondiale illustre bien à quel point le monde peut changer radicalement et pas forcément en bien.
Ces menaces peuvent paraître lointaines. Mais ne nous y trompons pas : le territoire national peut être frappé demain, comme celui de nos Alliés. La distinction sur laquelle nous nous reposions entre sécurité intérieure et sécurité extérieure, on peut dire qu'elle s'efface totalement. Et la défense de la France se joue désormais tout autant sur notre territoire qu'à des milliers de kilomètres, dans l'espace, ou sur les réseaux informatiques.
Pour y répondre, il nous faut trois choses : une diplomatie forte, une défense forte, une Europe forte. J'ajoute des alliés sûrs.
La diplomatie forte, c'est une France qui assume ce qu'elle est et qui s'engage. Dans le monde des « puissances relatives », aucun Etat ne peut imposer seul son point de vue. Aucun. Et la coopération et la solidarité sont les fondements de l'action. Un Etat seul, une nation solitaire, c'est une nation qui n'a aucune influence. Et si l'on veut peser, il faut savoir agréger à nous des alliés et des amitiés. On l'a très bien vu en Europe.
La France s'engage, la France parle à tout le monde, la France fait bouger les lignes, la France propose et la France innove. Elle le fait en étant fière d'être ce qu'elle est, une démocratie libre, une démocratie européenne et une démocratie occidentale. La France veut la paix, la France veut la liberté. Et la France sait, aussi, qui sont ses alliés et qui sont ses amis : et je n'ai pas peur de dire que nos alliés et nos amis, c'est d'abord la famille occidentale.
Je ne crois pas que le rôle d'une grande puissance responsable comme la France soit d'être à mi-chemin entre tout le monde, parce que cela veut dire une France nulle part. J'accepte bien volontiers que ce point crée débat, mais je pense que la condition de son indépendance, c'est d'abord de savoir où est sa famille et que sa famille ne doute pas de vous.
Ensuite une défense forte, ce sont des forces armées et de sécurité modernes, adaptées aux menaces actuelles. Ecoutez, cela fait tant d'année qu'en France, on se prépare à la guerre précédente. Là encore, je ne critique personne, mais enfin, il y a des références historiques à cela.
Nos forces armées doivent avoir l'assurance, dans la durée, de disposer de moyens à la hauteur de notre ambition. En dépit de la crise actuelle, avec le Premier ministre et le ministre de la Défense, nous avons maintenu l'effort de défense de la France. 377 Mds d'euros pour la défense d'ici 2020.
Nous avons demandé la réforme des armées. Elle sera menée à son terme. La mission des armées, je veux le dire devant nombre de parlementaires, c'est la sécurité. Ce n'est pas l'aménagement du territoire. Alors, continuons à vouloir faire les deux et nos armées ne feront pas l'aménagement du territoire et ne seront pas en état d'assurer la sécurité de notre pays.
Notre défense ne se mesure plus aux effectifs qu'elle emploie.

Là encore, je ferai très exactement ce que j'ai dit.
Pour être forte, notre défense doit être indépendante : nous nous doterons donc de capacités autonomes de renseignement et d'alerte, de capacit??s de cyber défense et de forces de projection dont les équipements ne datent pas, comme c'est parfois le cas, des années 80, pour ne pas dire des années 70.
Il nous faut une Europe forte. Construire l'Europe de la défense et de la sécurité, c'est une priorité absolue. L'Europe doit s'affirmer comme elle l'a fait l'été dernier dans la crise géorgienne. A ceux qui défendent l'indépendance nationale - et j'en suis - je voudrais comparer ce qui s'est passé pour l'Europe avec la Géorgie et ce qui s'est passé il y a quelques années, en Europe, avec la Bosnie. Monsieur le Secrétaire général, ce n'est pas faire injure à qui que ce soit que de dire que le problème bosniaque a d'abord été réglé par les forces américaines et que le problème de la Géorgie a d'abord été réglé par la politique de l'Europe. Et cela, me semble-t-il, c'est quelque chose qui compte.
A Munich, j'ai dit que c'était un test pour l'Europe : l'Europe est devant un choix très simple : est-ce que l'Europe veut qu'on la laisse en paix ou est-ce que l'Europe veut la paix ? Le choix est clair et on sait ce qu'il advient des continents et des pays qui ont juste comme ambition qu'on les laisse en paix : un jour, c'est la guerre qui les retrouve. Et la France a fait l'expérience cuisante de la théorie du « qu'on nous laisse tranquille ».
Et nous sommes, me semble-t-il, informés par l'Histoire : nous ne pouvons pas adopter cette stratégie.
Car qu'est-ce qu'une grande puissance économique qui n'aurait pas les capacités militaires de défendre ses intérêts? Et comment parler d'une voix de l'Europe si celle-ci se tait quand les armes parlent ?
Les Européens doivent pouvoir agir par eux-mêmes si c'est nécessaire, et avec leurs alliés s'ils le décident. Et je sais qu'avec nos alliés américains, nous sommes d'accord pour dire qu'il faut renforcer les moyens militaires européens. Et les Américains ont parfaitement compris qu'avoir des alliés faibles, cela ne sert à rien.
Mais on peut quand même se demander une chose, c'est pourquoi le concept d'Europe de la défense avance si lentement, comme si tout était dans le meilleur des mondes. Et qu'est ce qui fait que cela ne s'est pas développé ? J'ai une idée précise sur la situation.
En 1995, après le Livre blanc de 1994, Jacques CHIRAC avait engagé avec courage une première modernisation de notre politique de défense. Il avait alors tiré les conséquences de la fin de la guerre froide, de la guerre du Golfe et de la Bosnie.
Des décisions majeures ont été prises : la professionnalisation de nos armées, le développement de capacités de projection, la modernisation de notre dissuasion et la volonté de pleine participation aux structures de l'OTAN. Je n'étais pas au gouvernement à cette époque, mais j'ai approuvé ce choix. Et comme chacun sait, si la procédure engagée par Jacques Chirac pour réintégrer l'OTAN n'a pas été jusqu'à son terme, c'est parce que nos alliés américains n'ont pas accepté un meilleur partage des responsabilités au sein de la structure militaire d'alors. Ce que je dis n'est pas un jugement de valeurs, c'est l'expression d'une vérité qui n'est contestée par personne.
Alors, en 2009, il s'agit de tirer les conséquences de la construction européenne, de nouvelles menaces et de nouvelles priorités stratégiques. Mais avec le même objectif historique : assurer la sécurité et l'influence de la France, dans le respect de notre indépendance nationale et de notre autonomie stratégique.
Que serait une politique de défense française isolée, repliée sur elle-même ? Une ligne Maginot nouvelle contre les défis du monde moderne.
On a deux piliers de notre défense, l'Union européenne et l'Alliance atlantique.
Un mot sur l'ambition française, et je vais mettre un peu les pieds dans le plat parce qu'il faut éclairer l'opinion. L'ambition française pour la défense européenne a longtemps suscité la méfiance aux Etats-Unis et en Europe, les deux. Aux yeux de beaucoup, en Europe, comme aux Etats-Unis, la France - en poussant l'Europe de la défense - cherchait à affaiblir le lien

transatlantique et l'Alliance. Un anti-américanisme stérile renforçait trop souvent cette perception.
Depuis l'accord de Saint Malo, voulu par Jacques CHIRAC, entre la France et le Royaume-Uni en 1998, la défense européenne a connu des progrès considérables. L'Union européenne a développé des instruments et des procédures, une capacité. Elle a conduit plus de vingt opérations civiles et militaires, pour assurer la stabilisation en profondeur des régions en crise.
Et pourtant, Mesdames et Messieurs, j'ai découvert en 2007 une situation totalement bloquée. On entend parfois dire que c'était le fait de tel ou tel pays, hostile par principe à l'Europe, partisan farouche d'un atlantisme intégriste. C'est faux. Si la situation était bloquée, c'est d'abord la France qui, par le non au référendum de 2005, avait contribué à précipiter la construction européenne dans l'ornière. C'est pourquoi notre première initiative, avec le Gouvernement, fut de l'en sortir, parce que, franchement, nous n'étions pas sorti du référendum dans une situation qui nous permettait de rassembler toute l'Europe autour de nous. L'Europe était en panne, mais la France n'était pas en situation de montrer le chemin pour en sortir. Et, parlant sous le contrôle de Bernard KOUCHNER et de François FILLON, on s'est donné beaucoup de mal pour relancer les choses.
Avec le traité de Lisbonne, nous aurons un cadre cohérent en matière de défense. Quand il entrera en vigueur, le cadre institutionnel de la PESD sera consolidé pour de nombreuses années. Et c'est très bien ainsi.
Le traité créera une obligation d'assistance mutuelle en cas d'agression armée et une obligation de solidarité en cas d'attaque terroriste. Mais ce traité, le traité de Lisbonne, ce ne sont pas les « atlantistes » qui l'ont repoussé : c'est l'Irlande, un pays neutre ! Et certains en France qui m'accusent d'abandonner l'ambition européenne se sont opposés au traité de Lisbonne ! C'est la vérité.
Mais force est de constater que derrière les progrès institutionnels, la réalité militaire n'est pas encore au rendez vous. Qui le conteste ? En tout cas, pas moi. La priorité absolue, comme je le disais en juin dernier, à la veille de la présidence française de l'UE, c'est de construire en Europe des capacités modernes, robustes et interopérables. C'est beaucoup plus difficile que de développer des institutions et des procédures ou d'embaucher des fonctionnaires.
Si nous ne développons pas ces capacités, l'Europe de la défense sera une défense de papier. Et tout le monde y perdra, l'Europe d'abord, mais aussi nos alliés au sein de l'OTAN.
Cet objectif était au coeur de la Présidence française de l'UE. Je remercie tous nos partenaires parce qu'ils ont compris à quel point nous avions besoin d'une vraie relance de la défense européenne, centrée cette fois sur du concret.
Alors quels sont ces engagements ?
Nous allons mettre en place un nouveau niveau d'ambition pour nos opérations. Il sera adapté à des situations de crise variées, à l'intérieur de l'objectif global de 60 000 hommes.
Nous aurons une capacité renforcée de planification, combinant les aspects militaires et civils - ce que seule l'UE sait faire aujourd'hui. Nous comptons sur Javier Solana pour mettre ceci sur pied, dans un esprit renouvelé.
Nous allons renforcer nos capacités militaires : des projets ont été approuvés, ouverts à ceux qui le souhaitent, pour la projection et la protection des forces, l'information et le renseignement spatial, l'interopérabilité.
Nous avons acté que pour construire ces capacités, le cadre national n'était plus suffisant : il faut des méthodes nouvelles, mutualiser, partager les coûts et les équipements, nous spécialiser.
Nous allons créer un « Erasmus » militaire, pour la formation commune des officiers européens.
Nous avons acté qu'il faudra restructurer la base industrielle de défense, pour constituer des groupes de taille mondiale. Nous développerons les capacités clefs en Europe pour renforcer notre sécurité d'approvisionnement. Et nous allons faciliter les transferts intra-européens et l'accès aux marchés publics : je me réjouis que le Parlement européen ait adopté les deux directives dont on discutait depuis bien trop longtemps.
Nous allons stimuler l'effort de recherche de défense, c'est-à-dire l'avenir même de notre industrie, avec un objectif collectif de 2% de l'effort de défense et un Fonds pour alimenter les

industrie, avec un objectif collectif de 2% de l'effort de défense et un Fonds pour alimenter les projets. Les synergies entre technologies civiles et militaires seront partout recherchées.
Enfin, l'UE va s'engager dans les domaines les plus urgents de notre sécurité : des plans ont été adoptés pour la lutte contre le terrorisme, la prolifération, renforcer la sécurité spatiale, le désarmement...
Ceci, c'est le plan pour l'avenir. Mais les évènements de l'année dernière ont montré l'urgence d'agir tout de suite.
Face à la crise en Géorgie, nous avons déployé une opération d'observation civile qui consolide l'arrêt des hostilités. Et, avec Bernard KOUCHNER, on a été bien content de pouvoir le proposer.
Contre les pirates dans le golfe d'Aden qui attaquaient nos navires, nous avons lancé l'opération « Atalante » : c'est la première opération navale de l'UE, la première opération qui défend des intérêts proprement européens, et plus, la première opération militaire de l'UE commandée par le Royaume-Uni.
Et l'on voit que, petit à petit, des tabous s'effacent et que les choses se débloquent.
Ce résultat, nous le devons à l'effort de chacun, mais aussi, disons le et regardons la situation telle qu'elle est, nous le devons au nouvel esprit qui a soufflé en Europe depuis que la France a annoncé son rapprochement avec l'OTAN. Le rapprochement avec l'OTAN conforte l'indépendance nationale. Notre éloignement proclamé et non réalisé avec l'OTAN limite notre indépendance nationale et nos marges de manoeuvre.
J'avais dit l'année dernière que ce mouvement vers l'Alliance passait d'abord par une relance de la défense européenne. Qui peut contester que c'est une réalité ?
J'en arrive donc à l'OTAN. Je savais bien que sur ce sujet, nous allions susciter un débat en France. Quoi de plus normal dans une grande démocratie ?
Mais il faut un débat fondé sur les faits. Parce que s'il n'est pas fondé sur les faits, Monsieur RACINE, ce débat n'est plus un débat, c'est une polémique.
Votre colloque a rappelé les faits qui sont trop souvent méconnus. Tout se passe comme si on cachait les faits aux Français £ des faits que j'avais mis en avant pendant la campagne présidentielle, je ne prends personne en traitre. J'ai toujours pensé profondément que l'intérêt national de la France devait nous conduire à ce rapprochement.
Mais rappelons les faits aux Français qui les ignorent, parce qu'on leur a caché les faits délibérément. Nous sommes membres fondateurs de l'Alliance atlantique, née il y a 60 ans. Membres fondateurs et nous n'avons jamais quitté l'Alliance atlantique. Elle est et elle reste un élément central de notre politique de défense et de sécurité, avec un engagement fondamental : celui de l'assistance mutuelle en cas d'agression et ce ne sont certainement pas les Français qui vont s'inquiéter d'avoir un accord avec les Etats-Unis d'Amérique au cas où nous serions agressés, alors que nos amis américains sont venus nous aider, nous sauver deux fois.
Alors, que ceux qui veulent la polémique aillent jusqu'au bout de la polémique. S'ils ne veulent plus d'alliance, en cas d'agression, avec les Etats-Unis d'Amérique, qu'ils le disent ! En tout cas moi, en charge des intérêts supérieurs de la nation, je vous le dis, ce serait folie.
L'Alliance atlantique est aussi le symbole de la communauté de valeurs et d'intérêts transatlantiques. Le Général de GAULLE lui-même définissait notre Alliance en 1966 comme « celle des peuples libres d'Occident ».
Mais l'Alliance est aussi, on ne le dit jamais, un traité d'alliance entre les nations européennes elles-mêmes. 21 des 27 nations membres de l'UE sont membres de l'Alliance. Et on voulait que j'attende la Présidence française pour annoncer, dans un grand élan de solidarité européenne, qu'on n'avait aucun intérêt avec l'OTAN. 21 démocraties européennes dans l'OTAN sur 27.
Depuis 1966, la France s'est rapprochée de l'OTAN par étapes, le plus souvent sans le dire.
Ainsi, des accords ont tout de suite été passés pour coordonner l'emploi de nos forces.
Dans le contexte de la crise des euromissiles, en juin 1983, le Président de la République d'alors était François MITTERRAND. Un Conseil atlantique s'est tenu à Paris pour la première fois depuis le retrait français. A la fin des années 80, le Président était François MITTERRAND, alors que la guerre froide allait prendre fin, nous avions atteint un niveau sans précédent de cohérence avec le dispositif de l'OTAN en Europe.

Depuis 1992, le Président était François MITTERRAND, tirant les conséquences du nouvel état du monde, nous sommes allés avec l'OTAN en Bosnie puis au Kosovo, après avec l'OTAN avoir fait plier la Serbie de Milosevic, et enfin avec l'OTAN nous nous sommes rendus en Afghanistan. Nous sommes devenus, nous la France, à cette époque là, parmi les principaux contributeurs en troupes aux opérations de l'Alliance atlantique. Personne ne le sait en France, il est venu le moment de dire la vérité. En 1993, Président François MITTERRAND, nous avons recommencé à assister au Comité militaire, et en 1996, Président Jacques CHIRAC, nous y avons repris pleinement notre place.

Depuis le concept stratégique de 1999, nous avons soutenu et participé à la transformation de l'Alliance, qui a abouti en 2002 à d'importantes transformations. Nous participons notamment à la Force de réaction rapide de l'OTAN.

En 2004, Président Jacques CHIRAC, rompant avec le tabou de 1966, nous avons commencé à insérer des militaires français dans la structure intégrée : depuis lors, 2004, le drapeau français, Monsieur le Secrétaire général, flotte de nouveau devant le QG de l'OTAN. On veut des symboles, j'en livre un. Et nous avons déjà trois états-majors français, à Lille, à Lyon, à Toulon, certifiés pour les opérations alliées.

Quant aux normes en matière d'armement, cela fait bien longtemps que toute l'industrie européenne, y compris la nôtre, applique les normes définies en commun entre les Alliés.

Il s'agit donc d'un processus continu à travers tous les gouvernements successifs, de droite ou de gauche £ un processus, Mesdames et Messieurs, qui n'a connu aucun recul. C'était donc notre choix collectif, et j'approuve les décisions d'alors du Président MITTERRAND et du Président Jacques CHIRAC, nous avions raison de le faire.

Avec tout cela, nous sommes à l'écart de la structure militaire. Pourquoi ? J'avoue ne pas entendre d'argument convaincant pour le justifier.

En revanche, les inconvénients sont évidents. Ils étaient d'ailleurs tellement évidents, que c'est ce qui a conduit Jacques CHIRAC et Alain JUPPE à tenter l'opération de rapprochement de 1995-1996.

Les inconvénients sont d'abord les suivants : notre position n'est pas comprise de nos Alliés. Notre incapacité à assumer au grand jour notre position dans l'Alliance jette le doute sur nos objectifs. Résultat, nous avons une Alliance qui n'est pas assez européenne, Monsieur le Secrétaire général, et une Europe de la défense qui ne progressait pas comme nous l'espérions. Présentons l'Europe de la défense comme une alternative à l'Alliance avec les Etats-Unis et on est sûr que l'on tue l'Europe de la défense. Présentons l'Europe de la défense comme une action complémentaire de l'Alliance avec les Etats-Unis et on pousse en avant l'Europe de la défense.

Deuxième inconvénient : nous n'avons aucun poste militaire de responsabilité. On trouve bien d'envoyer nos soldats sur le terrain, mais on trouve trop engageant de mettre nos généraux dans les comités militaires. Nous n'avons pas notre mot à dire quand les Alliés définissent les objectifs et les moyens militaires pour les opérations ! On envoie des soldats sur le terrain, on engage la vie de nos soldats, et on ne participe pas au comité qui définit les objectifs de l'OTAN. Qui peut comprendre une telle politique ?

Et tout ceci de notre propre fait, car nous nous excluons nous-mêmes. L'OTAN est donc la seule organisation internationale du monde où la France ne cherche pas à être présente et influente ! Pas d'autre exemple. En général quand il y a une organisation internationale dont on est membre fondateur, on cherche à y être présent et influent. L'OTAN jusqu'à présent ...Non non, on est présent sur le terrain, on envoie nos soldats, mais excusez-nous on ne veut pas être influent, donc on ne veut pas être présent.

L'intérêt de la France et de l'Europe

Le moment est donc venu de mettre fin à cette situation, car c'est l'intérêt de la France et c'est l'intérêt de l'Europe.

En concluant ce long processus, la France sera plus forte, la France sera plus influente. Pourquoi ? Parce que les absents ont toujours tort. Parce que la France doit codiriger plutôt que subir. C'est l'idée que je me fais de la France.

Parce que nous devons être là où s'élaborent les décisions et les normes, plutôt qu'attendre dehors qu'on nous les notifie. Je suis partisan de l'indépendance nationale, mais mon idée de l'indépendance nationale, ce n'est pas une France à la porte qui attend qu'on lui notifie des normes parce qu'elle n'a pas voulu participer à l'élaboration, parce qu'elle n'a pas voulu siéger à la place qu'on lui tendait.
Parce qu'une fois rentrés, nous aurons toute notre place dans les grands commandements alliés.
Parce que, alors que l'Alliance va redéfinir son rôle et ses missions, nous voulons que la France pèse de tout son poids dans cette réforme. Il faut en finir avec l'illusion qu'en nous mettant la tête dans le sable, nous nous protégeons de quoi que ce soit.
L'Europe elle-même sera plus forte dans l'Alliance. Mais on dit l'OTAN est dominée par les Etats-Unis. Mais comment veut-on que les Européens y jouent tout leur rôle si la France reste en dehors ? Quel drôle d'argument ? Il faut renforcer le poids de l'Europe dans l'OTAN et s'interdire de rapprocher la France de l'OTAN. Qui peut comprendre une affaire pareille ?
Si la France prend toutes ses responsabilités dans l'OTAN, c'est l'Europe qui sera plus influente dans l'OTAN. Et donc, l'OTAN ne sera pas une organisation exclusivement dominée par les Etats-Unis.
Le traité de Lisbonne lui-même établit le lien entre la défense européenne et l'Alliance atlantique. Il stipule que c'est dans l'Alliance que s'exerce la défense collective des alliés. Et ce lien, je le rappelle, il a été acté en 2003, par la Convention sur l'avenir de l'Europe puis par les ministres des Affaires étrangères réunis en Conférence intergouvernementale. Je n'étais pas Président de la République à cette époque.
Enfin la Défense européenne sera plus forte. Car en mettant fin à une ambiguïté sur nos objectifs, nous créons la confiance nécessaire pour développer une défense européenne forte et autonome. Je crois plus que jamais dans la défense européenne. Croit-on que sans le mouvement que j'ai initié, nos partenaires européens nous auraient soutenus pendant la Présidence française ? Moi je pense que jamais. Et croit-on que les Etats-Unis nous apporteraient leur appui, comme George BUSH l'a fait à Bucarest et comme Barak OBAMA le fait aujourd'hui ? Jamais.
S'il y a une rupture dans ce choix, elle n'est donc pas tant dans le fond, qui est l'aboutissement d'un long processus de maturation. Elle est dans la méthode.
J'aurais pu comme en d'autres temps, prendre une décision solitaire, puis l'annoncer lors d'une conférence de presse. J'aurais pu ne consulter ni les parlementaires, ni nos grands partenaires et conduire une diplomatie secrète. Le domaine réservé.
J'ai fait le choix inverse, avec le Premier ministre, celui de la transparence et du débat.
Avec l'ouverture de la Commission du Livre blanc à toutes les sensibilités, un Livre blanc qui a validé après des débats nourris la démarche de rapprochement avec l'OTAN.
Avec les questions que nous avons posées depuis 18 mois.
Avec le dialogue qui s'est établi entre le gouvernement et les Assemblées, mais aussi au sein de la majorité elle-même. Je remercie les Présidents des commissions, cela n'était pas si évident. Chacun a fait un chemin.
Mais à l'heure de conclure, je dois assumer mes responsabilités de Chef de l'Etat et de Chef des Armées, pour le bien de notre pays et de sa sécurité.
Ceci posé, j'ai entendu les interrogations qui ont été exprimées. Si l'on met de côtés les polémiques, une question centrale a été mise en avant : celle de notre indépendance nationale. Sur ce point, je voudrais revenir sur les motifs exposés en 1966 par le Général de GAULLE, dans le contexte qui était celui de l'Alliance atlantique de cette époque. Il s'agissait de « rendre leur caractère complètement national à nos armées », dans la ligne affirmée en 1954 quand il s'était opposé à la Communauté européenne de défense. Quand on me dit : « Infidèle à l'héritage du général de GAULLE, il s'est opposé à la communauté européenne de défense ». Aujourd'hui je plaide pour l'Europe de la défense. Est-ce que l'on on est infidèle à l'idéal gaulliste de plaider aujourd'hui pour l'Europe de la Défense alors que l'on était contre la CED ? Les choses ont changé.
Et partant, de ne plus avoir de troupes étrangères en France et il ne fallait plus mettre de troupes françaises sous le commandement allié. C'était ça la décision qu'il a prise en 66.

françaises sous le commandement allié. C'était ça la décision qu'il a prise en 66.
Aujourd'hui nos forces armées sont et resteront nationales, car nos forces armées sont l'expression ultime de notre souveraineté. Nos forces armées ne seront intégrées dans aucune armée supranationale dont la responsabilité nous échapperait. Et d'ailleurs, personne n'en veut, pour dire les choses. On est vraiment dans le fantasme car je n'ai pas vu, après d'innombrables voyages, d'innombrables rencontres, de gouvernement qui demande une armée supranationale. Je n'ai pas vu un gouvernement qui à la table du Conseil européen demande que cela ne soit pas l'unanimité pour décider l'engagement des troupes nationales, c'est une évidence, mais c'est l'intérêt de la France d'être au coeur d'un réseau dense de solidarités et d'alliances.
Naturellement nous allons conserver notre dissuasion nucléaire indépendante.
Nous conserverons notre liberté d'appréciation sur l'envoi de nos troupes.
Et nous ne placerons pas de contingent en permanence sous commandement allié en temps de paix.
Ces principes posés par le Livre blanc, je les ai faits miens. Et rien dans l'OTAN d'aujourd'hui ne les contredit.
Notre indépendance stratégique est reconnue par les Alliés dans le « concept stratégique » de 1999. Personne n'imagine que les Etats-Unis ou le Royaume-Uni mettront jamais leurs armes nucléaires sous les ordres d'un comité. C'est une plaisanterie, la menace, franchement s'il n'y a que celle-ci que nous devons affronter, on peut dormir tranquille. On peut avoir un dialogue sur la dissuasion, on doit avoir un dialogue sur le désarmement, mais la décision nucléaire ne se partage pas.
Aucun processus de décision à l'OTAN ne peut nous contraindre contre notre volonté. Aucun. Toutes les décisions du Conseil atlantique sont prises à l'unanimité et cela restera ainsi. A Bucarest en 2008, la France et l'Allemagne ont dit non à une accélération de l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie, honnêtement on a bien fait, hors, cette accélération de la demande d'adhésion était soutenue par les Etats-Unis. L'Allemagne et la France ont dit non, cela a été non.
Et s'il fallait encore une preuve de notre indépendance, la révision constitutionnelle a donné des pouvoirs sans précédent au Parlement sur l'envoi de nos troupes en opération.
Je le dis solennellement : ceux qui prétendent que notre indépendance serait en question trompent les Français. J'ajoute qu'en disant cela ils insultent et ils choquent nos partenaires européens, nos alliés, en laissant entendre qu'ils ne sont pas indépendants. Felipe GONZALEZ, un grand Européen qui a amené l'Espagne dans l'OTAN, l'a dit avec force il y a quelques jours.
Alors, légitimement, d'autres s'interrogent sur ce que l'OTAN sera demain, lorsque nous y occuperons toute notre place.
Avec Angela MERKEL, nous avons proposé le 4 février dernier une approche franco-allemande. Nous demandons à nos Alliés de lancer les travaux d'un nouveau « concept stratégique », dix ans après celui de 1999. J'attire votre attention, quelle serait la logique d'une France qui demande un nouveau concept stratégique, d'une alliance qu'elle a créée, et qui ne participerait pas pleinement à l'élaboration du nouveau concept stratégique ? Décidez tout seul dans votre coin du nouveau concept stratégique, on vous rejoindra si cela nous plait. Franchement, est-ce que c'est une méthode de gouvernement en 2009 ?
Nous voulons que l'Alliance s'adapte aux nouvelles menaces. Qu'elle soit un vrai lieu de débat entre Alliés.
Nous voulons une OTAN plus réactive et plus efficace.
Nous voulons qu'elle assure autant la défense collective, l'article 5, que les missions que nous conduisons dans le monde au service de notre sécurité et de la paix, conformément à la Charte des Nations-Unies.
Nous voulons renforcer le partenariat stratégique entre l'Union européenne et l'OTAN.
Nous voulons une Alliance ouverte aux nations de l'espace euro-atlantique. Mais notre Alliance n'est pas une auberge : y entrer, cela implique de partager nos valeurs, de pouvoir en assumer les responsabilités et de contribuer effectivement à la sécurité des alliés et à la stabilité du continent.
Nous voulons d'ailleurs construire, je devrais dire reconstruire, une relation de partenariat avec la

Russie, si celle-ci le souhaite, et débattre avec elle de la sécurité de notre continent. Autre argument, Monsieur le Premier ministre, pour revenir pleinement. On ne va pas laisser les Etats-Unis et la Russie discuter tranquillement tous les deux dans leur coin des conditions de la sécurité sur notre continent !
Certains me disent que ce choix serait une trahison du Général de GAULLE. Un « alignement sur Washington ». Une remise en cause de notre vocation à dialoguer avec la Russie ou les pays du sud. Ou encore que la France s'engagerait dans une « guerre des civilisations », rien que cela, contre les Musulmans. Et même que si nous avions été dans le commandement intégré, nous aurions été forcés de participer à la guerre contre l'Irak en 2003 ! Mensonges ! Mensonges ! Contre-vérités ! On n'informe pas une grande nation démocratique par des mensonges.
Qui peut prétendre savoir ce que ferait aujourd'hui le Général de GAULLE ? Est-ce que vous pensez que le Général de GAULLE, ce qu'il a fait en 1966, c'était, dans son esprit, la politique de 1923, quand il a pris sa décision ?
Oui, nous sommes les alliés des Etats-Unis, nous sommes des amis, mais des amis debout, des alliés indépendants et des partenaires libres.
Et j'assume que dans le monde moderne, on doit pouvoir changer des décisions prises il y aura bientôt 50 ans. Faudrait-il au nom de l'héritage gaulliste, renoncer au Traité de non-prolifération que de GAULLE rejetait ? Car le Général de GAULLE a rejeté le traité de non prolifération.
Faudrait-il refuser que nos amis allemands stationnent un régiment en France, comme nous l'avons demandé, Cher Hervé MORIN, à Angela MERKEL ? Faudrait-il ne rien toucher à nos accords de défense avec l'Afrique et y conserver des bases parfaitement obsolètes ?
Nous poursuivrons avec tous les pays du monde un dialogue spécifique, conforme à nos intérêts. La France le fait avec la Russie et j'ai cru comprendre, Cher Bernard KOUCHNER, que lorsque nous discutions à Moscou cet été, ce n'était pas exactement le souhait des Etats-Unis. Et quand nous avons invité, Monsieur le Premier ministre, la Syrie en renouant le dialogue, est-ce que la France a fait preuve d'indépendance ? Et je vois avec intérêt les Etats-Unis d'Amérique suivre le chemin de la France aujourd'hui. Et s'agissant de la Libye ? Et s'agissant de l'Iran ? Et s'agissant du Venezuela ? Et s'agissant de Cuba ? La France est-elle indépendante ? Et ce sont parfois les mêmes qui s'opposent au retour dans l'OTAN et qui m'accusent de « pactiser avec des dictatures ».
Franchement, si la France ne devait parler qu'avec des démocraties, franchement, mon bilan carbone s'en trouverait amélioré de façon considérable.
Quant à l'Alliance atlantique, elle ne fait pas la « guerre des civilisations ». C'est l'OTAN qui a volé au secours des musulmans de Bosnie et du Kosovo, c'est une vérité, elle est historique, chacun peut la constater, contre l'agression de Milosevic. Et c'est l'OTAN qui défend le peuple afghan contre le retour des Talibans et d'Al Qaïda. On peut discuter, Cher Pierre LELLOUCHE, sans fin de la stratégie : est-elle bonne ou pas ? Faut-il qu'elle évolue ? Oui, elle doit évoluer. Mais qui défend-elle ?
Et la guerre d'Irak n'a rien à voir avec l'OTAN. Avant même que la France le fasse, l'Allemagne s'y était opposée. L'Espagne et l'Italie y ont participé et en sont parties quand elles l'ont décidé. Quant à la Turquie, membre de l'OTAN, elle a refusé le passage aux troupes américaines. Et des pays qui ne sont pas dans l'OTAN y ont suivi les Américains. Dire que le rapprochement de la France avec l'OTAN aurait conduit l'armée française en Irak est un mensonge honteux qui ne grandit pas ceux qui le profèrent. On peut avoir toutes les convictions que l'on veut, et elles sont parfaitement défendables, mais mentir, c'est le contraire de la démocratie.
La semaine prochaine, le 17 mars, notre débat national va se conclure au Parlement.
La rénovation de nos relations avec l'OTAN n'est pas une question isolée. Elle est un élément, parmi d'autres, d'une politique étrangère et européenne, et d'une politique de défense et de sécurité.
Je souhaite que la représentation nationale s'exprime sur les choix qui ont été faits depuis le printemps 2007. C'est pourquoi le Premier ministre a été autorisé, ce matin, par le Conseil des ministres à engager la responsabilité du gouvernement sur l'ensemble de notre politique

étrangère. Car, vous avez bien compris que ce processus de rapprochement avec l'OTAN n'est qu'une pierre dans un processus plus vaste qui vise à conforter et à développer l'indépendance de la nation.
Nos Alliés et nos partenaires européens y seront attentifs. Je suis convaincu que ce débat sera digne de notre pays et des enjeux de notre défense, comme celui qui a porté sur le Livre blanc en juin dernier. Et je fais toute confiance au Premier ministre, François FILLON, pour porter les éléments de la politique étrangère de la France.
Après avoir pris connaissance du résultat du débat, j'écrirai à nos Alliés pour les informer de ma décision. Nous nous retrouverons ensuite à Strasbourg et Kehl, sur le Rhin. Le Rhin fût longtemps symbole d'affrontement, il sera symbole de la réconciliation franco-allemande. Angela MERKEL et moi y accueillerons le sommet du 60ème anniversaire de notre Alliance.
Ce sera, j'en suis convaincu, un grand moment d'amitié franco-allemande, d'unité européenne et de partenariat transatlantique. Il y a beaucoup de gens qui m'interrogent sur la réalité du partenariat franco-allemand, qui m'appellent à défendre l'amitié franco-allemande. Eh bien, je vais vous dire que le rapprochement de la France avec l'OTAN, croyez bien, c'est un grand élément de l'amitié franco-allemande et que nos partenaires, nos amis, nos alliés allemands sont bien heureux de ce mouvement qui va renforcer l'Europe.
Et la France, parce que c'est son intérêt et parce que c'est son choix, occupera toute sa place dans ce partenariat transatlantique. Allié libre, allié solidaire, allié indépendant et allié engagé.
Mesdames et Messieurs, j'espère que vous l'avez compris, cette décision sera l'aboutissement d'un processus et je suis très fier de l'action de la diplomatie française menée par Bernard KOUCHNER, de l'action du ministre de la Défense, Hervé MORIN, du secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, Monsieur LE MAIRE et ce processus permettra une autre chose : c'est de mieux informer les Français. Et finalement, si l'on s'est donné tant de mal avec le Premier ministre sur cette question, ce n'est pas parce que nous doutions, c'est parce qu'il a fallu faire face à un grand retard de pédagogie et d'information. La démocratie a son exigence et cette exigence c'est la vérité. Et il était temps de dire aux Français quelle était la vérité sur notre situation dans nos rapports avec l'organisation atlantique.
Je vous remercie.